

## **Soutien de Solidaires aux travailleuses et travailleurs de NextRadioTV**

Sous couvert de baisse des recettes publicitaires liée à la crise sanitaire, la direction du groupe Altice a annoncé le 19 mai dernier une vaste restructuration du groupe NextRadioTV (regroupant les différentes chaînes TV et radio de BFM et RMC). Cyniquement baptisé « reconquête post-Covid », ce plan de licenciements prévoit de diviser par deux le recours aux intermittent-es, pigistes et consultant-es ainsi qu'une mutualisation des fonctions-support.

Cette restructuration pourrait entraîner la suppression de 330 à 380 postes en CDI, et celle de 200 autres, pigistes et intermittent-es, soit environ un tiers des effectifs, sur un total de 1 600 salarié-es. Une partie de ces suppressions de postes pourrait prendre la forme de licenciements secs.

Réunis en assemblée générale le 23 juin 2020, les salarié-es du groupe NextRadioTV ont voté la grève pour protester contre ces destructions d'emplois. La lutte a commencé par une journée de grève le 24 juin 2020. La forte mobilisation des salarié-es du groupe a perturbé les antennes de BFMTV, RMC et RMC Découverte et entraîné le report du débat des candidates aux élections municipales de Paris. Le 25 juin, une journée de négociations n'a rien donné. Dans la foulée, les salarié-es ont repris la grève jusqu'au dimanche 28 juin inclus.

Il y a quelques années, Patrick Drahi, le milliardaire propriétaire du groupe NextRadioTV, a pris publiquement position pour la suppression d'une partie des congés payés, entre autres mesures anti-sociales. Pour étayer son propos, il a érigé en exemple les modèles sociaux chinois et américains. Ce faisant, il se place dans la catégorie des ennemis de classe que Solidaires combat et combattra sans relâche.

Si la direction de NextRadioTV utilise le prétexte du coronavirus pour licencier, elle « oublie » de préciser que le groupe Altice, propriétaire de Next RadioTV, a publié un chiffre d'affaires en hausse de 3,6% au premier trimestre 2020 à 3,6 milliards d'euros. Difficile de ne pas imaginer que ces licenciements sont réalisés pour donner aux actionnaires, une plus grosse part du gâteau, une fois de plus sur le dos des salarié-es.

Face à l'inquiétude des salarié-es et au risque de voir encore le pluralisme des médias diminuer, il n'est pas question ici de s'interroger sur la position éditoriale des chaînes du groupe NextRadioTV. Solidaires respecte la liberté de la presse, l'un des piliers de la démocratie en France. Nous avons exprimé nos positions sur le sujet, sans concessions.

Les travailleuses et les travailleurs du groupe NextRadioTV ne se battent pas pour défendre le positionnement politique ignoble de leur patron mais pour sauver leurs emplois. L'Union syndicale Solidaires salue leur juste combat et leur apporte un soutien sans réserve.

*Paris, le 28 juin 2020.*